



FAITS MARQUANTS DE LA CLD CDP 11

VENDREDI, 20 SEPTEMBRE 2013

Vendredi, la CdP a organisé une session de dialogue ouvert avec les OSC sur le thème de la mobilisation des ressources pour soutenir la mise en œuvre de la CLD à travers la création de partenariats efficaces entre acteurs nationaux et internationaux.

Tout au long de la journée et en soirée, les groupes de contact du COW, du CRIC et du CST ont poursuivi leurs travaux sur les projets de décisions. Dans la soirée, le CST s'est réuni pour la séance de clôture où les parties ont adopté neuf décisions. Au cours des premières heures du samedi matin, la CdP s'est réunie à nouveau pour examiner le rapport préliminaire du COW, et a adopté les recommandations du CST avec une révision mineure.

INCLUSION DES ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DANS LE PROGRAMME DE TRAVAIL OFFICIEL DE LA CDP: SESSION DE DIALOGUE OUVERT

Thomas Tichelmann (UE) a ouvert la séance de dialogue interactif.

Décrivant les OSC en tant qu'ingénieurs et promoteurs déterminants en matière d'approches participatives, le Secrétaire exécutif de la CLD, Luc Gnacadja, a accueilli les OSC, déclarant que leurs messages devraient être entendus par les décideurs.

La Présidente de la CdP, Uahekua Herunga, a présenté le modérateur Patrice Burger, du Centre d'action et de réalisations internationales (CARI), et a ouvert le débat.

PANEL DE DISCUSSION 1: ABORDER LA MOBILISATION DES RESSOURCES AU NIVEAU NATIONAL:

Marioldy Sanchez Santiviáñez, de l'Asociación para la Investigación y el Desarrollo Integral (AIDER), du Pérou, a déploré que les forêts sèches du Pérou tombent en dehors du mandat de la CLD en raison d'un problème de définition, et ne sont donc pas admissibles pour les projets de REDD+. Santiviáñez a souligné la nécessité de faire preuve de prudence lors de l'exploration des possibilités de travailler avec le secteur privé.

Fatima Ahmed, de l'organisation Zenab for Women in Development, du Soudan, a déclaré que l'autonomisation des femmes rurales contribue à réduire la pauvreté, améliorer la sécurité alimentaire et améliorer la GDT. Elle a déploré les difficultés rencontrées par les ONG pour accéder au financement du FEM.

Eileen de Ravin, de l'Initiative Équateur du PNUD, a déclaré que la mobilisation des ressources n'est pas seulement une question de financement, et que les gens sur le terrain apportent leurs connaissances et des capacités humaines. Elle a recommandé le document issu de l'Initiative, s'intitulant « Le pouvoir de l'action locale », comme une ressource utile sur la multiplication des pratiques locales réussies.

Au cours de la discussion qui a suivi, le FEM a fait rapport sur ses programmes conjoints avec les OSC, en signalant le programme Community exchange and train program.

Les PHILIPPINES, L'ÉGYPTE, les SEYCHELLES, le SOUDAN et d'autres ont présenté leur expérience nationale de partenariats avec les OSC qui travaillent sur la dégradation des terres et la GDT, et ont souligné le rôle déterminant des femmes. Le PÉROU a déclaré que les gouvernements et la CLD doivent mobiliser les OSC pour résoudre les problèmes de gestion des terres, et a décrit les efforts nationaux de son pays pour améliorer la coopération avec les OSC.

La CHINE, tout en reconnaissant l'importance des OSC, a souligné l'importance du secteur privé dans la DDTs, soulignant la création d'un fonds par plus de 100 entreprises chinoises pour lutter contre la désertification.

Soulignant l'importance de l'implication des OSC dans les activités au niveau local, le PNUE a indiqué que les OSC jouent un rôle de premier plan dans 30 % des projets du PNUE/FEM sur la dégradation des terres, la biodiversité et les changements climatiques, et un rôle actif dans 67 % des projets.

PANEL DE DISCUSSION 2: ABORDER LA MOBILISATION DES RESSOURCES AU NIVEAU INTERNATIONAL:

Lee Sung-gil, de l'organisation Future Forest, a fait une présentation sur la lutte contre les tempêtes de sable et la désertification. Il a déclaré que la coopération entre les ONG chinoises et coréennes et les gouvernements locaux a contribué à créer le « Korea-China Friendship Great Green Wall », un brise-vent de 16 km de long et de 0,6 km de large constitué de millions d'arbres dans le désert de Kubugi.

Christian Houdus, de l'initiative DRYNET, a souligné: la réduction des contributions volontaires de la société civile en vertu de la CLD au fil du temps; la nécessité d'adopter une approche prudente face aux investissements du secteur privé dans le cadre de la CLD; et l'ambiguïté du concept de dégradation nette des terres nulle (ZNL), qui pourrait être compris comme une cible pour ralentir ou stopper la dégradation des terres, ou comme une sorte de mécanisme de compensation offrant une « licence » pour dégrader.

Jean-Marc Sinnassamy, du FEM, a fourni des explications sur les ressources intellectuelles, financières et en termes de données, y compris le Programme de petites subventions, mises à la disposition des OSC par le FEM.

Au cours de la discussion qui a suivi, ISRAËL a appuyé l'appel de Houdus de clarifier la ZNL. La CHINE a expliqué que les tempêtes de sable du désert sont la conséquence d'un déséquilibre entre la capacité de la terre et la pression du développement économique, ce qui entraîne la délocalisation de la production et des habitants.

La SUISSE a cité l'exemple de la Fondation turque pour la lutte contre l'érosion des sols, le reboisement et la protection des habitats naturels (TEMA), qui a contribué à la formulation et à l'acceptation d'une loi turque sur les terres. La TURQUIE a appelé les délégués à accroître leurs contributions volontaires et a signalé d'autres avenues pour aider les OSC, citant l'organisation par la Turquie d'ateliers et de formations pour les



OSC sur les questions foncières. Le délégué a également déclaré que les Parties devraient inviter les OSC à devenir membres des unités nationales de coordination.

Répondant à une question des États-Unis, Houdus a déclaré qu'impliquer les OSC dans les discussions sur les lignes directrices en matière de financement pourrait permettre à davantage d'organisations de bénéficier d'un financement.

GROUPES DE CONTACT

PLANS DE TRAVAIL ET BUDGET: Comme il attendait le résultat des décisions prises au sein d'autres groupes de contact, qui peuvent avoir des incidences sur le budget, le groupe s'est réuni dans l'après-midi pour examiner les questions générales relatives aux exigences du budget de base, au fonds d'affectation spéciale, aux contributions indicatives, et aux implications de la limitation du budget de base.

GTI, MM ET QUESTIONS D'ORGANISATION: Concernant le rapport sur le GTI, un accord a été obtenu sur l'idée de demander au Secrétaire exécutif de proposer un processus d'élaboration d'une nouvelle stratégie et des plans visant à améliorer davantage la mise en œuvre de la Convention pour examen par les Parties à la CdP 12. Les autres recommandations du rapport du GTI ont été transmises aux groupes de contact pertinents pour incorporation dans les textes des décisions.

En ce qui concerne le texte préparé par un groupe de rédaction sur les modalités d'hébergement du MM, le groupe de contact a rencontré de grandes difficultés à parvenir à un accord avant le début de la CdP.

ALIGNEMENT DES PROGRAMMES D'ACTION SUR LA STRATÉGIE: Dans l'après-midi, le groupe de contact du CRIC a poursuivi ses travaux sur un projet de décision sur le renforcement de l'alignement et de la mise en œuvre des programmes d'action sur la Stratégie. Les délégués ont demandé au Secréariat de préparer un texte clair sur la relation entre le PAN et la stratégie financière intégrée (SFI).

GROUPE DE CONTACT CONJOINT CRIC-CST SUR LA MESURE DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'ATTEINTE DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES 1, 2 et 3: Vendredi après-midi un groupe de contact conjoint du CRIC/CST a continué à discuter des projets de décisions sur la meilleure façon de mesurer les progrès accomplis sur les objectifs stratégiques 1-3 de la Stratégie, qui comprenait un projet de texte sur les moyens à mettre en œuvre pour délimiter les zones touchées par la DDTS, et la révision de l'ensemble d'indicateurs d'impact adopté à titre provisoire. Concernant la délimitation des zones, les délégués ont exprimé des opinions différentes, et le Président Hanley a transféré le texte à la plénière du CST. Le groupe de contact a conclu avec succès les négociations sur l'amélioration de la gestion des connaissances, y compris les meilleures pratiques en matière de savoirs traditionnels et d'exemples de réussite et le PPCS.

GROUPE DE CONTACT DU CST SUR UNE INTERFACE SCIENCE-POLITIQUE: Dans la matinée, le groupe a poursuivi l'examen des mesures qui permettraient à la CLD de devenir une autorité mondiale, de négocier les modalités pour la création et la composition d'un organe scientifique. Alors qu'ils n'ont pas réussi à parvenir à un consensus sur le modèle exact à utiliser, les délégués ont convenu d'un organe limité de l'IPS, dont la forme et la fonction seront examinées à la CdP 13. Les discussions plus tard dans la journée ont inclus la réorganisation du fonctionnement du CST en ligne avec la Stratégie, l'organisation des futures conférences scientifiques de la CLD, et le programme de travail du CST.

PLÉNIÈRES DE LA SOIRÉE

EXAMEN DES RECOMMANDATIONS DU CST À LA CDP: Vendredi soir, la plénière du CST, dirigée par le Président Magalhães, a adopté neuf projets de décision à transmettre à la CdP pour adoption (ICCD/COP(11)/CST/L.1-9). Concernant les mesures pour permettre à la CLD de devenir une autorité mondiale en matière de connaissances scientifiques et techniques concernant la désertification ou la dégradation des terres et l'atténuation des effets de la sécheresse, le BRÉSIL, l'ARGENTINE, la COLOMBIE, le PÉROU et le MEXIQUE, bien que soutenant la nécessité d'une interface scientifique avec

les décideurs politiques, ont déclaré que les mécanismes existent déjà, et ont seulement besoin d'être renforcés. Le délégué a demandé, contré par les États-Unis, d'inclure une référence au fichier d'experts indépendants comme une source supplémentaire de conseils scientifiques. Après quelques débats, les États-Unis ont concédé l'inclusion de ce point.

Le Président Magalhães a présenté un rapport des discussions sur le plan de travail du CST figurant dans le document ICCD/COP(12)/2-ICCD/COP(11)/CST/9 et a expliqué que le projet de décision y afférent sur le projet de plan de travail pluriannuel des organes de la Convention et des organes subsidiaires sera présenté lors de la session du CRIC.

Constatant avec préoccupation que des discussions sont toujours en cours sur le concept de neutralité en matière de dégradation des terres et sur les résultats de Rio+20, le BRÉSIL a demandé, et les parties ont convenu, la suppression de la référence à ce sujet dans le projet de décision ICCD/COP(11)/CST/L.5.

ÉLECTION DES MEMBRES DU BUREAU AUTRES QUE LE PRÉSIDENT: Le CST a ensuite élu quatre vice-présidents au sein du Bureau du CST 12: Fouad Chehat (Algérie), Allaadeen Mohammed Al Sharjabi (Yémen), Hamid Custovic (Bosnie-Herzégovine), et Sonia Gonzalez (Pérou).

COP

EXAMEN DU RAPPORT PRÉLIMINAIRE DU COMITÉ D'ENSEMBLE: Au nom du Président de la CdP Uahekua Herunga, Neville Gertze (Namibie) a accueilli les délégués et a présenté Chenchu Norbu (Bhoutan) qui a présenté un rapport sur les résultats du COW. Norbu a expliqué qu'aucun des projets de décisions n'a été mis à disposition.

EXAMEN DES RECOMMANDATIONS DU CST À LA CDP: Le Président Magalhães du CST a présenté les recommandations du CST à la CdP, et a indiqué que les décisions seraient incluses dans le rapport du CST à la CdP. Concernant le remaniement du fonctionnement du CST, le Brésil a suggéré, et les Parties ont convenu, la suppression de la référence à la neutralité de la dégradation dans le titre de la 4e Conférence scientifique que l'on trouve dans le document ICCD/COP(11)/CST/L.7. Toutes les autres décisions recommandées par le CST ont été adoptées sans amendement.

ÉLECTION DES MEMBRES DU BUREAU AUTRES QUE LE PRÉSIDENT: La CdP a élu Heimata Louisa Karika (Îles Cook) comme Rapporteur de la CdP 11, et a nommé Uriel Safriel (Israël) pour l'élection en tant que Président du CST à sa dernière session, le 27 septembre 2013.

DANS LES COULOIRS

Vendredi a débuté avec la première protestation de la société civile sur les lieux d'une CdP de la CLD. Le « rapprochement » des OSC par rapport à la CLD, après des années de participation plutôt réservée, a peut-être créé un précédent important pour les futures Cdp.

Observant la manifestation, un délégué plutôt perplexe a néanmoins salué ce « signe d'une nouvelle vie », a-t-il indiqué, notant que ceci pourrait être le début d'un rééquilibrage de la nature descendante des discussions de l'ISP. Après tout, comme beaucoup de parties l'ont exprimé au cours du processus d'adoption du PPCS, le portail vise à créer un espace pour l'expression de nouvelles perspectives en facilitant le partage des meilleures pratiques au niveau international.

Plus tard, alors les délégués débattaient, au sein des groupes de contact, l'air froid descendu du désert semblait se réchauffer, laissant présager une convergence sur ce qui semblait être des différences insurmontables sur certaines questions, notamment les conditions d'hébergement du MM, et la forme qu'une ISP prendrait. En effet, au moment où la plénière de la CdP a été convoquée à 0 h 40 samedi, l'ambiance était positive et cordiale, alors que les Parties adoptaient rapidement les projets de décisions. Peut-être que la perspective de partir à l'aventure dans les dunes le weekend, mise en évidence par les nombreuses scènes de délégués parcourant des brochures sur papier glacé sous le soleil d'après-midi, n'était peut-être pas si utopique après tout.